

Austérité, dis-moi ton nom

Quelle société pour quelle Europe ?

Austérité, TSCG, crise sociale, déni de la démocratie, pouvoir d'influence des banques et des multinationales, atteintes à la souveraineté nationale, crise de l'euro, déficits publics, crise de la dette, sommets de la « dernière chance », menace d'éclatement de l'Europe, saut fédéral sans légitimité démocratique, réformes structurelles, compétitivité, baisse des dépenses publiques, retraite à 67 ans, flexibilité du contrat de travail, baisse des dépenses de santé et d'éducation, dumping fiscal et social, PIGS, Grecs paresseux, Français trop gourmands, Allemands vertueux mais égoïstes, récession, chômage, recherche de boucs émissaires, licenciements, rassurer les marchés financiers (structurellement angoissés), inquiéter les salariés, AAA, baisse du niveau de vie,....

L'énumération est implacable. Autrefois, quand on parlait de l'Europe, on parlait d'espoir, les mots étaient en général positifs : paix entre les nations, solidarité avec les pays en retard, Europe sociale, hausse du niveau de vie, modèle social européen, échanges entre les peuples, Erasmus, ...

Certes depuis la fin des années 80, les politiques libérales mises en œuvre par la Commission et le Conseil européen ont sérieusement écorné cette image. Mais fondamentalement, on restait dans le cadre de référence de l'après-guerre : paix et solidarité, justice sociale. C'est d'ailleurs au nom de cette référence qu'on combattait les attaques contre les services publics, la protection sociale....

Après la « grande peur » de 2008, les partisans d'un néo-libéralisme poussé à l'extrême se sont ressaisis et utilisent la crise comme levier pour s'affranchir des limites qui avaient été imposées au capitalisme.

Tout devient possible, même ce qui était inimaginable hier : la remise en cause du droit du travail et de la négociation collective, l'appauvrissement des salariés et des retraités, l'accès aux soins limité, le renoncement à la démocratisation de l'école, l'étalement arrogant de la richesse des riches et la revendication cynique de l'explosion des inégalités, la corruption et la xénophobie assumées, les grands médias porte-voix des experts libéraux et de la désinformation, ...

La sensation qu'on change d'époque et de société se diffuse. Cette évolution provoque des sentiments divers et parfois contradictoires : désarroi, résignation, fatalisme, exaspération, colère, indignation, révolte...

Le désarroi est d'autant plus grand que la prise de conscience que ces politiques nous amènent dans le mur, nous et l'Europe, s'accroît. Mais qu'est-ce qu'ils veulent ? Pourquoi s'obstinent-ils dans cette austérité généralisée qui conduit les économies et les peuples dans une sorte de suicide collectif.

En face, les partisans de l'austérité martèlent inlassablement dans les médias qu'on ne peut pas faire autrement (le fameux TINA de Thatcher), et que la nécessité économique l'emporte sur la délibération démocratique et les choix politiques.

Soyons responsables, acceptons cette politique car, après le tunnel, le ciel sera radieux. Tout juste concèdent-ils que le tunnel risque d'être long.

Pour essayer d'éclairer la situation, partons de deux éléments qui peuvent nous apparaître lointains, mais qui sont profondément significatifs :

- L'extrême violence avec laquelle l'offensive sociale est conduite en Europe du Sud contre les classes populaires, avec le phénomène nouveau de l'intégration des classes moyennes parmi les cibles.
- les tentatives de sanctuariser les politiques libérales dans des règles de droit, assorties de sanctions, et maintenant de constituer un pouvoir européen supra-étatique, s'affranchissant des contraintes démocratiques pour assurer la domination des Etats créanciers

Eclairer la situation, c'est aussi analyser la réaction des peuples, et apprendre des mobilisations sociales en Grèce, en Espagne, au Portugal, ... Ces sociétés bougent, se défendent, inventent.... Quelles leçons en tirer ?

C'est enfin s'interroger sur l'absence de mobilisations européennes d'envergure. L'adversaire est commun, il attaque avec la même méthode (rien de plus prévisible qu'une politique libérale), les peuples se battent séparément, ils risquent d'être battus séparément. La première grève transnationale et la journée d'action européenne du 14 novembre à l'appel de la CES, sont le premier signe de quelque chose en construction. On fera le point sur l'état du Forum social européen (FSE), sur la CES, et on regardera de près un processus, celui de « l'Altersummit » qui vise à assurer des convergences en Europe pour organiser des mobilisations européennes concrètes capables de modifier le rapport de forces.

Daniel Rallet